

LES POLITIQUES SOCIALES

I- L'économie politique :

L'économie et la politique sont-elles ambivalentes ?

L'**économie** est l'ensemble des rapports de production qui s'établissent entre les hommes au cours de la production, de l'échange, de la répartition et de la consommation des biens matériels

Les rapports économiques déterminent tous les autres rapports sociaux dont ils forment la base.

La **politique**, du (grec politikos = de la cité, art et pratique du gouvernement de l'Etat), activité liée aux rapports entre classes, nations et autres groupes sociaux, fondée sur la conquête, la conservation et l'utilisation du pouvoir d'Etat.

La politique fait parti de la superstructure. Elle apparaît avec la formation des classes, est appliquée dans la société de classes et cesse d'exister quand disparaissent les différences de classe et les classes elles-mêmes.

La politique exprime sous une forme concentrée l'économie qui, en dernière analyse, la détermine, mais en même temps la politique exerce une puissante action en retour sur celle-ci.

La lutte politique a pour enjeu, principalement, les intérêts économiques de classe. L'Etat est l'instrument essentiel de cette lutte ; il sert à assurer la domination économique durable d'une classe.

Les conditions nécessaires à cette domination sont la conquête et le maintien du pouvoir politique. En ce sens, la politique a priorité sur l'économie.

Le rapport entre l'économie et la politique ne reste pas immuable. Tout au long de son existence, la politique subit en fin de compte l'action déterminante de l'économie, lui reste unie ; mais par ailleurs, le développement des classes et des antagonismes de classes conduit de plus en plus à une relative séparation de la politique et de l'économie, à une relative autonomie de la politique et à la croissance de l'action en retour exercée par la politique sur l'économie.

C'est sous le capitalisme, que la relative indépendance de la politique par rapport à l'économie est plus forte. Néanmoins, la domination de la propriété privée limite l'action de la politique sur l'économie.

SUJET : Pourquoi dit-on que l'économie et la politique est ambivalentes ?

II- La politique monétaire :

Le modèle **IS – LM** permet de mettre en évidence deux grands types de politique économique : la politique **budgétaire** (ou **politique financière**) qui agit sur la courbe IS, la politique **monétaire** qui joue sur la courbe LM

L'efficacité des deux types de politique économique dépend de la forme de fonction d'investissement et de demande de monnaie qui déterminent à leur tour la forme des courbes IS et LM.

On se situe dans l'hypothèse où l'investissement est fonction décroissante du taux d'intérêt ; la courbe IS est donc décroissante mais naturellement sa place dans le plan (i, y) n'est pas déterminée a priori, on a donc envisagé trois tracés possibles, notés **IS0**, **IS1** et **IS2**, correspondant à trois types d'intersections possibles avec la courbe **LM0**.

Compte tenu des comportements des agents économiques et de la qualité de la monnaie offerte dans l'économie. La courbe LM est non décroissante et présente, en simplifiant trois segments, trois zones caractéristiques ; la « **zone keynésienne extrême** » correspondant à la trappe à liquidité : la courbe LM est alors une droite parallèle à l'axe des abscisses ; à l'opposé la « **zone classique** » correspondant à l'hypothèse pré-keynésienne selon laquelle, la demande de spéculation est nulle ; enfin, la « **zone intermédiaire** » correspondant au cas où il y a demande de monnaie aux fins à la fois de transaction et de spéculation sans qu'il y ait pour autant trappe à liquidité.

Une politique d'augmentation de la masse monétaire, d'accroissement de l'offre de la monnaie entraîne donc le déplacement de la courbe LM0 en LM1 qui présente également trois « **zones** », compte tenu de l'existence de seuils communs : **im** et **IM**.

L'efficacité de la politique monétaire dépend évidemment de la zone dans laquelle se trouve l'économie considérée.

III- Epargne et investissement :

Egalité comptable et équilibre économique.

Le mot « **investissement** » désigne non seulement l'idée économique qu'il implique, mais aussi, et d'une façon abusive, la notion financière de placement.

Nous admettons ici, en première approximation, que l'investissement est l'opération, due généralement à l'intervention active d'un agent humain, qui a pour objectif de créer un capital, c'est-à-dire un bien durable procurant des satisfactions différées.

La décision d'investir implique nécessairement deux éléments : d'une part le coût de production en heures de travail et, d'autre part, les biens produits dans le temps par le capital créé.

Un investissement sera dit **productif** si la valeur cumulée des satisfactions et des biens produits est supérieure au coût immédiat.

Dans le cas contraire, l'investissement sera improductif (...)

On distingue les investissements de remplacement qui ont pour objet de maintenir simplement le capital en l'état, et les investissements nouveaux qui accroissent le capital existant ou sa capacité productive.

L'investissement net mesurera le volume des investissements effectué, qu'ils soient nouveaux ou de remplacement.

Ce n'est qu'à l'équilibre qu'il y a égalité de l'épargne et de l'investissement. Et l'on peut également soutenir que l'épargne et l'investissement sont nécessairement égaux.

Si l'on admet que le revenu est égal à la valeur de la production courante qui n'est pas consommée et que l'épargne est égale à l'excès du revenu sur la consommation, toutes choses conformes à la fois au bon sens et à l'usage traditionnel de la grande majorité des économistes, l'égalité de l'épargne et de l'investissement en découle nécessairement.

En résumé :

« Revenu = valeur de la production = consommation + investissement

Epargne = revenu - consommation

Donc : Epargne = Investissement ».

Et encore, « ...l'épargne et l'investissement sont forcément d'un montant égal, puisque, pour la communauté considérée dans son ensemble, ils ne sont que deux aspects différents de la même chose » (...).

IV- Réorientation de l'investissement :

La stratégie future de développement met l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines et l'amélioration de l'infrastructure matérielle, afin de créer les conditions propices à l'activité des producteurs du secteur privé.

La répartition des investissements entre les différents secteurs devra traduire ces priorités. Voici un exemple de volume et de ventilation sectorielle des investissements projetés (de **25%** du **PIB**) :

1- Agriculture : (infrastructure rurale comprise).

L'investissement public doit essentiellement être lié à l'adoption de meilleures techniques, de vastes réseaux d'irrigation, l'utilisation de semences améliorées, l'approvisionnement en intrants plus fiables (engrais, eau, pesticides, matériel agricole) et une meilleure gestion du cheptel.

Les investissements qui auraient le plus de chances d'assurer un taux de rentabilité se situeraient en grande partie dans la recherche et la vulgarisation, la petite et moyenne irrigation, la sylviculture, la conservation des sols et la mise en valeur des terres, l'élevage et la pisciculture. Pour l'ensemble du secteur agricole (infrastructure rurale comprise), un investissement égal à **4%** serait nécessaire pour atteindre un taux de croissance de **4%**.

2- Le secteur manufacturier :

La stratégie du secteur informel (non décrite) serait la source principale de croissance. Les principales composantes de l'investissement seraient une expansion sélective des industries clés, une forte expansion de l'activité manufacturière non structurée, le développement de technologies

appropriées, le renforcement des capacités en matière de techniques et de gestion, et la mise en état et l'entretien des équipements existants.

On estime qu'un volume total d'investissement à hauteur de **2,6%** du **PIB** est nécessaire si l'on veut parvenir à un taux de couverture annuelle de **5%** de l'industrie manufacturière.

3- Mines et énergie :

L'ouverture de nouvelles zones à l'exploitation et la prospection et le remplacement d'installations et d'équipements vétustes exigeraient des investissements considérables.

Dans le secteur de l'énergie, il existe un bon potentiel d'investissement dans les centrales hydro-électriques et géothermiques, le gaz naturel, les combustibles solides (charbon et lignite), le pétrole et le développement de techniques à rendement énergétique.

Un investissement équivalant à **2,5%** du **PIB** dans ces secteurs devrait leur permettre de connaître une croissance annuelle de **5%**.

4- Infrastructures : (à l'exclusion de l'infrastructure rurale).

Tout environnement propice au développement passe impérativement par la mise en place d'une bonne infrastructure.

Un volume d'investissement équivalent à **5,5%** du **PIB** est nécessaire à cet égard et devrait viser principalement à éliminer l'arrière de travaux d'entretien et de réparation, à remettre en état les équipements en place pour les empêcher de se détériorer davantage, à apporter des améliorations aux infrastructures à taux de rentabilité élevé (telles que les réseaux de télécommunications) et à remédier aux insuffisances d'une infrastructure dont les secteurs productifs ont un besoin urgent.

5- Mise en valeur des ressources humaines :

Les investissements qu'il faudra consacrer à la valorisation des ressources humaines seront élevés en raison de la forte proportion des jeunes dans la population et de la haute priorité accordée à l'investissement dans le capital humain.

Pour atteindre les objectifs en ce qui concerne le développement de ressources humaines, il faudra que le total des dépenses dans ce domaine passe de son niveau actuel de 4 à 5% du PIB par an à 8 à 10%, une large part de ces dépenses relèverait du budget de fonctionnement.

Les nouveaux investissements équivaldraient à quelque 3% du PIB et porteraient principalement sur l'enseignement primaire, le progrès scientifique et technique, le planning familial, les soins de santé primaires, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et la nutrition.

6- Autres secteurs :

Il faudra investir chaque année à hauteur de 7% du PIB pour satisfaire les besoins des secteurs financiers, des assurances et des services aux entreprises, du logement et des travaux publics, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, des transports et de l'entreposage, du commerce de gros et de détail, et d'autres services.

V- La politique salariale :

L'augmentation des salaires ?

La quantité ou grandeur de la production nationale change continuellement, la qualité de la production ou forces productives du travail national et la somme d'argent nécessaire à la circulation de cette production changent aussi.

Ce ne sont pas des grandeurs constantes, mais des grandeurs variables.

Il est tout à fait exact que si une hausse du taux général des salaires survenait, quels qu'en soient les effets, en soi elle ne modifierait pas immédiatement le montant de la production.

Mais si avant la hausse des salaires la production nationale varie et n'est pas fixe, elle continuera également après l'élévation des salaires à être variable et non fixe.

Si dans un pays comme les Etats-Unis, les taux de salaires sont élevés qu'en Angleterre, c'est du seulement à la différence entre la volonté des capitalistes américains et celle des anglais, méthode qui simplifierait beaucoup l'étude non seulement des phénomènes économiques, mais aussi de tous les autres phénomènes.

Une hausse générale des salaires provoquerait donc une augmentation de la demande des moyens de subsistance et, par conséquent, une hausse de leur prix sur le marché.

Par conséquent, la hausse générale des salaires, après une perturbation momentanée dans les prix du marché, n'amènerait que la baisse générale du taux du profit sans aucun changement durable quelconque dans les prix des marchandises.

« La valeur d'un homme, est, comme pour toutes les autres choses, son prix : c'est-à-dire exactement ce qu'on en donne pour l'usage de sa force ».

VI- Politiques de population :

Peut-on prévoir ?

Peut-on agir ?

Connaître, comprendre, prévoir, maîtriser l'évolution de la population... Peut-on le faire sans faire appel à d'autres disciplines : histoire, géographie, économie, sociologie, psychologie, médecine, génétique.

1- Prévisions démographiques :

Savoir pour prévoir, c'est un des objectifs majeurs de la démographie. C'est aussi l'un de ses atouts maîtres, par rapport aux autres sciences sociales, que de nous offrir les moyens d'anticiper des résultats.

La démographie trace des perspectives pour **cinquante** ou **cent ans**, voire davantage, avec un faible risque de se tromper.

Pour pouvoir agir. La question est plus délicate.

Faut-il agir pour infléchir les évolutions démographiques en cours ou pour adapter nos sociétés aux conséquences qu'elles ne manqueront pas d'avoir ?

Ya-t-il de bonnes évolutions et de mauvaises ?

S'il en est de mauvaises, avons-nous les moyens de les corriger ?

2- Méthodes :

Le principe est simple : ayant analysé le mouvement, on le reproduit et on observe le résultat. Mais tout commence en analyse, on peut agir avec plus ou moins de précision.

On peut, par exemple, se contenter de mesurer le taux d'accroissement de la population et de l'appliquer à la période future considérée. C'est ainsi que **Vauban** supputait l'avenir de la population française. C'est aussi sur cette base que raisonnait **Malthus** : ayant érigé en « Loi » la croissance géométrique des populations, il lui suffisait de calculer ce que serait dans **t années** l'effectif d'une population qui s'accroît chaque année de **X %** et de comparer le résultat obtenu avec celui de la croissance réputée arithmétique des substances, pour sonner l'alerte...

C'est le statisticien anglais **William Farr (1873)** qui a, le premier, esquissé des perspectives en partant de la répartition par âge de la population. Fondant ainsi la méthode des composants, il a fait progresser la perspective démographique sur deux plans : la solidité des résultats et le détail avec lequel ils sont fournis. Non seulement on s'appuie sur les éléments fondamentaux de la dynamique des populations (structure par âge, fécondité, mortalité, migrations), mais on peut ainsi livrer des résultats sur l'évolution de la structure par âge et sur celle du nombre des naissances, décès, migrations. Presque toutes les projections de populations modernes reposent sur cette méthode.

3- Politiques de population :

Peut-on par une action appropriée changer les tendances démographiques ?

Mais avant d'abord, sommes-nous d'accord sur l'objectif ?

Pour ou contre la croissance démographique ?

La querelle est vive entre ceux qui clament les bienfaits de la croissance démographique et ceux qui ne rêvent que d'une réduction de la population.

Pour les économistes mercantilistes, la puissance du prince, et donc du royaume, se mesurait d'abord à la taille de sa population (« **il n'y a de richesse que d'hommes** », disait le juriste philosophe **Jean Bodin**, au **XVI^e siècle**). Tout devait être fait pour l'accroître.

Curieusement, cependant, les économistes classiques, d'**Adam Smith** à **Alfred Marshal**, se sont plutôt désintéressés de la question, considérant la population comme une donnée exogène à leurs raisonnements.

Pour **John Maynard Keynes** et plus encore, **A.H.Hansen** ou **Alfred Sauvy**, contrairement à ce que disait **Malthus**, la croissance démographique est favorable au développement économique, car elle stimule l'invention et oblige à la mise en valeur de ressources nouvelles, alors que la décroissance est facteur de désinvestissement et de chômage.

La querelle vient en grande partie de la coexistence de deux situations complètement différentes, celle des pays du tiers-monde dont les programmes de développement se heurtent à une croissance démographique trop rapide, qui conforte les thèses malthusiennes et celle des pays industriels menacés de dépression et dont la population vieillit rapidement et appelle les réactions natalistes.

A long terme, seul le modèle stationnaire est réellement viable et c'est, théoriquement, vers lui que nous conduit la transition démographique. Peut-on accélérer le processus dans les pays du tiers-monde et veiller à ce qu'il atteigne bien son but dans les pays industriels ?

Terrible challenge pour une économie mondiale dont, déjà, les écologistes contestent, à juste titre, les méthodes. Nous voici donc au beau milieu du « siècle » le plus extraordinaire, et peut être le plus dangereux, de toute l'histoire de l'humanité.

Au cœur de l'enjeu, la démographie n'a jamais eu autant d'importance.